

Unité et pluralité du capitalisme : une perspective institutionnaliste

Jérôme Maucourant

▶ **To cite this version:**

Jérôme Maucourant. Unité et pluralité du capitalisme : une perspective institutionnaliste. Arnaud Diemer, Daniela Borodak, Sylvie Dozolme. Heurs et malheurs du capitalisme, Editions Oeconomia, pp. 64-86, 2013. halshs-00967678

HAL Id: halshs-00967678
https://shs.hal.science/halshs-00967678

Submitted on 30 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Unité et pluralité du capitalisme : une perspective institutionnaliste

Jérôme MAUCOURANT

Université Jean Monnet - Saint-Etienne, UMR 5206 Triangle.

Une conviction anime la présente contribution : la profession des économistes doit se libérer de dogmes établis depuis une génération ; trop souvent, la « science économique » a une prétention à la vérité et un fonctionnement qui rappellent, bien souvent, le discours et les pratiques du clergé d'Ancien Régime. En effet, après la chute du Mur, l'occultation de l'*économie politique,* qui lie organiquement la question du pouvoir à celle de la richesse, devient une quasi-norme universitaire, cependant que les économistes du courant dominant des années 1990-2000 réduisent le social à la ruse de la raison économique et l'économie à la maximisation. On célèbre *le* capitalisme et *sa* « science économique » et l'on rit, comme le faisait déjà Mises, du ridicule des prétentions de la politique en général et de la souveraineté populaire en particulier. La finance, cette entéléchie du Capital, devient le cœur pratique et théorique d'un certain monde mondialisé. Il est donc peu étonnant que, dans ces conditions, les économistes, très majoritairement, ne pensent ni la possibilité ni la probabilité de la crise de 2007-2008 ; quelques économistes de banque ou un sociologue de l'économie, comme Paul Jorion, jouent le rôle de « prophète de malheur », sans être vraiment écoutés. Il ne s'agit pas, bien sûr, pour nous, de dire que la fonction de l'économiste soit de prédire la crise ; et l'on pourra objecter que l'annonce journalière d'un effondrement a toujours quelque chance d'être confirmé par les faits …Mais, sauf à sombrer dans l'insignifiance, cette science, qui se veut la reine des sciences « sociales » (si l'on peut le dire ainsi …), se doit d'exposer ce à quoi nous expose le mode d'accumulation financière qui caractérise le capitalisme occidental d'aujourd'hui. Autrement dit, il ne s'agit pas, comme en physique d'exiger des expériences ou des conjectures cruciales permettant la réfutation d'une théorie, mais il s'agit bien de demander, à une science *empirique*, qu'elle jette de la lumière sur les processus *et* structures de son objet, de façon à penser les modes de reproductions *et* de ruptures. Au lieu de cela, essentiellement, nous avons toujours, trop souvent encore, à subir une apologétique du capital mondialisé et un mépris de la réalité plurielle des capitalismes. Il est évident que les explications dominantes, *ex post facto*, ne peuvent, dans ces conditions, être véritablement prises au sérieux. Et nous savons que la mauvaise foi peut aller loin, osant estimer, parfois, que la crise des dettes publiques de l'année 2010 constitue une justification des canons de l'analyse dominante !

Les mésaventures récentes du capitalisme sont ainsi une occasion de nous révéler la diversité du capitalisme. D'ailleurs, certaines économies dites « émergentes » semblent peu affectées par les dérives de la finance ; cette crise peut donc nous faire repenser à nouveau frais cette notion de capitalisme. Entre unité et pluralité du capitalisme, nous avons donc le projet de rappeler la nature politique de l'économie ; le mot de politique renvoie, ici, à cette part de contingences et d'artifices par laquelle un système social institue la production et la répartition des richesses. L'évolution contemporaine du capitalisme montre cette ambivalence du

capitalisme entre unité et pluralité. Le Capital comme système s'est mondialisé à ce jour, mais l'arasement des différences institutionnelles ne fut qu'une tendance des années 1990. Comme s'affirme la Chine, la pluralité des capitalismes est un état de fait difficile à négliger. Plus encore, se dressent des puissances, comme l'Iran, dont la richesse est confortée par des rentes, conséquences même de la croissance. Or, ces capitalismes se distinguent du type anglo-américain et sont étrangers à la variante social-démocrate, l'alternative classique au modèle impulsé par Wall Street et Washington. Donc, en supposant résolues deux questions fondamentales, que sont l'errance de la finance et les contraintes écologiques[1], cette divergence des capitalismes conduit à poser la question suivante : a-t-on à faire à l'expression d'un legs de l'histoire, destiné à se dissoudre dans le cours d'une mondialisation pérenne, ou, *a contrario*, le capitalisme à l'occidentale est-il voué à la marginalisation ?

Trois hypothèses nous semblent devoir éclairer cette question :

A/ Le moteur du capitalisme, qui propulse celui-ci au niveau mondial, est le *capitalisme rationnel* : il se caractérise par une croissance endogène, fondée sur l'exploitation des opportunités de marché, à la différence des formes de capitalisme qui ont une longue histoire et dont la fortune dépend du politique. La séparation institutionnelle des sphères économiques et politiques est une condition du déploiement de la rationalité capitaliste typique du capitalisme rationnel. La modernité est le fruit d'une distinction entre souveraineté et propriété, l'« ancienne société » ayant un caractère directement politique. Toutefois, la séparation trop rigide des fonctions politique et économique, typique de la classique époque libérale, engendre des contradictions létales dans les systèmes sociaux, exigeant des mutations structurelles à travers crises et chaos. Le fascisme doit se comprendre comme une politisation du capitalisme, comme une forme de la souveraineté du Capital. Ainsi, le capitalisme rationnel, en dépit de ses aspects libérateurs, n'engendre pas une société raisonnable.

B/ La puissance envahissante du capitalisme d'après le « siècle soviétique », pour reprendre une expression de Lewin, ne peut susciter que des oppositions, au sein même de la mondialisation, car nombre de sociétés n'acceptent pas d'être des variables d'ajustement du système global. Les premiers craquements de la mondialisation financière, en 1997, avaient déjà suscité des formes de sécession par la constitution d'excédents commerciaux chinois sans cesse croissant[2]. L'incertitude propre à l'économie de ce début de siècle renforce ainsi des formes de *néocapitalismes politiques*, issus de sociétés périphériques et auxiliaires originels du renouveau du capitalisme mondial. Cette différenciation, peut-être temporaire du capitalisme, doit être aussi reliée aux formes de l'Etat issues de l'histoire qui pèsent sur le présent.

---

[1] Il convient de noter que la catastrophe nucléaire japonaise, en cette année 2011, accroîtra encore les contraintes pesant sur ce qui a constitué longtemps un facteur crucial de légitimation du capitalisme : la croissance. L'idéologie économique souffrira d'autant plus, en ce qui concerne sa capacité à organiser le réel, de ce nouvel état du monde, que la notion d'un risque absolument *non probabilisable* sera une composante critique de ce nouvel état des choses (*Cf.* Frédéric Neyrat, *Biopolitique des catastrophes*, Edition MF, 2008, p. 12 sur l'impuissance de la notion de risque à appréhender les déterminations catastrophiques de notre monde). Et l'on sait l'importance du débat sur la nature du risque pour ce qui est de la théorie économique. Il nous semble que, compte tenu des interdépendances croissantes entre économie et écosystème, c'est la fin de la logique assurantielle, pivot de l'orthodoxie en économie et de nombres d'institutions de l'économie,. La socialisation croissante des coûts privés deviendra une nécessité de plus en plus lourde et entravante, pour autant que le capitalisme se perpétue. Nous n'avons jamais cru possible généralisable le modèle japonais d'un archipel densément peuplé par la seule vertu des avantages comparés, sauf à occulter les coûts sociaux et écologiques que les économistes du Capital ont toujours délibérément négligés.

[2] J. Sapir, *Le nouveau XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2008, p. 104 : « *Cette extraversion de l'économie chinoise permet au pays de rester indépendant des flux internationaux de capitaux (même s'il attire une masse importante de capitaux étrangers)* ».

C/ La compréhension des capitalismes implique celle des formes de l'Etat qui les structurent et, également, des rapports que les sociétés entretiennent avec l'idée de richesse et de souveraineté. Le décentrement que nous suggérons n'est pas vraiment plus grand que celui que pratique l'historien du capitalisme en Occident, qui étudie des mentalités collectives, des systèmes juridiques, des rapports sociaux très différents de ceux qui nous sont devenus familiers. Reprenant une dénomination classique, nous qualifierons de *patrimoniale* la forme de l'Etat, dès lors qu'une couche sociale le contrôle, confondant logiques privée et logique publique. Cette couche peut être une parentèle, une caste militaire ou bureaucratique, une ethnie, une confession ou encore un groupe identifié à un territoire, même si l'idéologie peut habiller l'exercice de sa domination des beaux atours du bien commun. Notons, à cet égard que, si la récente richesse chinoise n'est pas, évidemment, le seul fruit du système politique, il faut convenir que la forme de l'Etat chinois est différente de la forme que l'Occident a promue. Dans le cas iranien, où l'existence d'une rente importante favorise la nature politique du capitalisme, on observe une économie très structurée par des pratiques oligopolistiques, lesquelles sont essentielles à l'équilibre sociopolitique.

Pour décliner précisément nos hypothèses, nous ferons une relecture de grands auteurs, commettant, peut-être, une approche « instrumentale » de l'histoire des idées, selon l'expression de certains historiens de la pensée économique. Nous exposerons, en premier lieu, la forme générale du capitalisme, grâce à l'intuition aristotélicienne et aux génies de Marx et Veblen. Puis, Weber et Commons nous permettront, en deuxième lieu, de mettre en lumière la singularité occidentale, laquelle doit être saisie dans une *ambiguïté* essentielle, que Keynes et Polanyi nous aide à penser : l'irrationalisation de la société et sa possible destruction sont la contrepartie de la puissance du Capital, notamment dans l'ère liquide que nous vivons. En troisième lieu, après avoir ainsi réfléchi sur les modalités étatiques de l'encastrement de l'économie capitaliste dans la société, nous serons mieux à même de poser les jalons d'une pensée plurielle du capitalisme,. Nous convoquerons alors les travaux d'économistes contemporains, issus notamment de l'école de la régulation, voire de sociologues ou politistes. Il faut prendre au sérieux la diversité des capitalismes pour saisir ce qu'elle peut entraîner quant à la trajectoire économique globale. Nous conclurons sur la nature du capitalisme contemporain : il est le fruit ambivalent et instable des formes politique et rationnelle du capitalisme. Réactivant quelques traits spécifiques du capitalisme politique préindustriel qu'elle allie à des aspects hypermodernes, l'économie de notre temps est ainsi typiquement *postmoderne*, mais fragile et transitoire. Mais, le mélange de formes anciennes et nouvelles de capitalisme n'assure aucune stabilité permettant à l'économie d'être vivable et pérenne. Notre contribution à une économie politique historique et comparative, devrait reposer la question du *post-capitalisme*, au-delà de l'étude présente de l'articulation des formes capitalistes.

LE CAPITALISME EN GENERAL ENTRE ALIENATION ET EXPLOITATION

Le capitalisme comme principe

Le signifiant de « capitalisme » est labile, il déborde de sens à un point tel qu'il peut en venir à caractériser des sociétés si différentes, telle la défunte Union soviétique ou l'économie romaine à l'époque du Haut-Empire. La raison en est que, progressivement, le capitalisme a désigné, durant le XIXème siècle, le *principe* de valorisation des richesses qui n'a d'autre fin qu'elle-

même ; or, en tant que principe, le capitalisme n'est pas neuf : il correspond à la mauvaise chrématistique que dénonce déjà Aristote, c'est-à-dire une administration de la maisonnée ayant « *pour fin l'accumulation même* » de l'argent[3], la bonne chrématistique étant une gestion prudente des ressources en vue de « *rendre disponibles* (…) *les richesses* (…) *quand elles sont nécessaires à la vie et utiles la communauté politique ou familiale* »[4]. Ainsi, pour Aristote, l'usage de la monnaie ne doit être qu'un moyen subordonné de la gestion du domaine familial, l'*économie domestique*. L'illimitation des besoins et la quête perpétuelle de moyens de les satisfaire qui en est la conséquence est, de ce point de vue, la manifestation d'une démesure, d'un dérèglement profond de l'existence. C'est ce dérèglement même qui constitue la matrice de l'aliénation capitaliste. Si le Stagirite découvre le principe du capitalisme pour mieux le condamner, c'est qu'il comprend que l'extension des pratiques lucratives contredit la *vie bonne*, fondée sur des besoins limités par nature. Nul hasard, par conséquent, à ce que, dans un jugement célèbre, Marx, qualifie Aristote de « *géant de la pensée* »[5] : celui-ci n'inaugure-t-il pas un anticapitalisme, fondé sur une conception de l'existence, jugée supérieure et renvoyant l'économie au domaine des moyens[6] ? L'extension des pratiques capitalistes dénoncée par Aristote peut-elle toutefois être qualifiée de « capitalisme » pour désigner l'Athènes du IVème siècle avant notre ère, comme le soutiennent les antiquisants « modernistes » à l'encontre des « primitivistes » ? Sans doute pas, si l'on admet la distinction entre le *principe capitaliste*, qui peut concerner des segments sociaux, plus ou moins étendus, plus ou moins liés entre eux, et le *système capitaliste*, qui doit être doté de capacité d'autoréglage ou d'expansion *sui generis* pour mériter ce nom. A cet égard, la présence d'un ensemble de marchés interconnectés[7] et constitués juridiquement[8] est une pièce majeure de l'édifice capitaliste. Ceci est un argument supplémentaire pour douter de l'existence d'un « capitalisme » dans l'Antiquité, au sens d'un système, ce qui ne signifie pas l'inexistence du mobile capitaliste et des formes capitalistes d'organisation économique à ce moment de l'histoire.

Selon le principe capitaliste, qui peut ainsi s'inscrire et se construire socialement de façon très diverses selon les lieux et les époques, les richesses matérielles, en tant que biens destinés à produire d'autres biens, constituent le *capital* qui n'est qu'un moyen de la quête capitaliste. Mais, ceci n'implique aucunement l'appropriation directe de ces biens-capitaux, car la croissance des richesses constituant le capital peut résulter de la simple captation de la forme sociale générale de la richesse, la monnaie ou *équivalent général*. Cet aspect est essentiel : il permet de comprendre le fonctionnement des formes premières et tardives du capitalisme, lesquelles se construisent sur des rapports institutionnalisés de ponction de la richesse, en dehors du rapport social de production *stricto sensu*. Le contrôle de revenus monétaires permet l'existence du capitalisme, ou, du moins, suffit à l'existence d'îlots de capitalisme au sein d'une société. Il s'en suit que

---

[3] Aristote, *La Politique,* I., 9, traduction par J. Tricot, Paris, Vrin, 1987, p. 61. Une autre traduction de ce texte (Aristote, *Les politiques*, traduit par Pierre Pellegrin, Paris, GF-Flammarion, 1993) ne nous suggère pas, *pour ce sujet qui nous occupe*, d'interprétation vraiment différente du propos aristotélicien.

[4] *Ibid.,* I, 8, p. 54.

[5] K. Marx, *Le Capital - critique de l'économie politique* -, livre premier, Paris, Editions sociales, 1976, p. 574.

[6] Le moment aristotélicien de la pensée de Marx se voit clairement dans le passage suivant : « *La circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limite* ». *Cf. Ibid*., p. 119 (sec. 2, ch. IV.).

[7] Voir K. Polanyi, *The Livelihood of Man*, New York, Academic Press, 1977, p. 276 et K. Polanyi, "Aristote invente l'économie", pp. 79-106, dans M. Cangiani et J. Maucourant (*eds*), *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil, 2008.

[8] Une fraction du courant « institutionnaliste » aux Etats-Unis a beaucoup travaillé sur cette question ; voir J. R. Commons, *Legal Fondations of Capitalism*, New York, 1924, p. 247-248, sur, notamment, la question de la promesse, de la dette et du droit.

l'économie monétaire est une condition *sine qua non* du capitalisme, même si le capitalisme ne s'y réduit pas. Ce n'est pas un hasard si le développement du capitalisme a impliqué un bouleversement de l'ordre monétaire, un droit nouveau et des usages garantissant socialement la promesse, c'est-à-dire la circulation des dettes et la monnaie de crédit. Sans ce rapport spéculatif au temps et à la dette, l'économie n'aurait pu s'affranchir des limites rigides des vieux systèmes monétaires, et le capitalisme dit « industriel » n'eût pas été possible[9]. D'ailleurs, les oppositions faites entre *spéculation* et *entreprise* ou entre *finance* et *industrie* ne sont pas nouvelles : elles sont théorisées respectivement par Keynes[10] (1936) et Veblen (1908).

Le capitalisme ne peut exister, par conséquent, avant que la monnaie ne soit la forme générale de la richesse, mais il peut exister sans « capital », pour autant que d'autres formes économiques fournissent des biens-capitaux. La figure primordiale du capitaliste n'est donc pas celle du producteur ou de l'ingénieur mais bien celle du créancier. Le capitalisme ne s'enracine pas dans l'univers matériel car l'appropriation de celui-ci est parfaitement contingente : ce qui est déterminant du point de vue du capital financier, seul mesure de la vivacité du principe capitaliste, c'est la captation des flux économiques[11]. Il faut donc se déprendre de l'illusion selon laquelle le « vrai » capitalisme serait commercial ou industriel, et que le capitalisme financier, dont nous vivons à nouveau l'apparente domination, serait une sorte d'excroissance malheureuse. Le capitalisme est, par essence, financier, car il est cet avatar de l'économie monétaire organisant de façon institutionnalisée et rationalisée la capture des flux de richesses et leur contrôle. Si le capitalisme paraît essentiellement commercial à certaines périodes, c'est qu'il est trop difficile de bousculer les formes domestiques ou corporatives de production et qu'un contrôle indirect est plus aisé. Si le capitalisme nous apparaît industriel, c'est que les conditions techniques, institutionnelles et sociales du moment favorisent le contrôle direct des richesses dans ce lieu concret de subordination du travail qu'est l'entreprise. Si le capitalisme paraît financier, ce peut être parce que l'activité de valorisation de l'argent la plus visible socialement est la finance d'Etat, comme durant les Temps Modernes, ou parce que l'empire des marchés financiers s'exerce durement, comme aujourd'hui, sur les entreprises et les hommes. Le *capitalisme comme principe* constitue ainsi un dérèglement originel de l'économie monétaire. Quoi qu'il en soit des disputes historiennes sur la précocité du capitalisme, la nature du capitalisme à différentes périodes, il n'en demeure pas moins que le XIXème siècle est généralement considéré comme le triomphe du capitalisme, ce qui va nous permettre de préciser la conception que l'on peut s'en faire.

Le capitalisme comme système

Le capitalisme générique trouve dans la réalité des traductions très variables en grandeur, lesquelles sont parfois indifférentes aux formes sociales, ce qui peut nourrir des discussions sans fin sur l'effectivité du principe capitaliste dans sa capacité à organiser la société. Mais, ce que montre la société moderne et qui se manifeste avec éclat dans l'histoire durant la Révolution industrielle, c'est que les sociétés ne sont pas toutes compatibles avec la

---

[9] Sans la baisse du taux de l'intérêt et l'accélération de la rotation des contrats, que permet la machine de la négociabilité, « *le capitalisme pourrait à peine survivre* », souligne Commons. *Cf. ibid*. p. 253.

[10] Keynes soutient que c'est la place croissante des marchés financiers qui engendre le « *risque d'une prédominance de la spéculation* » sur l'entreprise. Mais, selon nous, il est difficile, dans ce tourbillon qu'est le capitalisme, d'assigner une part qui serait la part raisonnable de la spéculation (1936, [1982, p. 171]).

[11] Fernand Braudel (La dynamique du capitalisme, Paris, Arthaud, 1985) soutient à cet effet que le capitalisme est « *dans la longue perspective de l'histoire, le visiteur du soir. Il arrive quand tout est déjà en place* ».

généralisation du mobile et des organisations capitalistes. Il faut, en effet, que la société soit prête à des ruptures qui exposent, à un inconnu radical, ses conditions de subsistance et sa logique interne. À n'en pas douter, des chocs génétiques, dus aux politiques ou à la guerre permettent des dislocations rendant possibles les prémices du capitalisme en tant révolution sociale ; de même, la doctrine du libre arbitre, le scepticisme et la critique du théologico-politique - qui assure l'unité organique de l'ancienne société- sont des ingrédients intellectuels décisifs. Or, peu de société ont connu, comme l'Europe d'après les guerres de religion, un tel état des choses. Quelle que soient, toutefois, les conditions rendant possible le capitalisme, Marx est sans doute le premier à pointer la singularité de l'Occident, qui a fait ce choix de soumettre la société au principe capitaliste, comme si celle-là n'était qu'un appendice de celui-ci.

Marx pense une modalité du capitalisme, le *Capital*, qui est un rapport social, rapport de *séparation* entre ceux qui contrôlent les biens-capitaux et ceux qui, essentiellement, ne les possèdent pas. Insistons sur un point cardinal de cette analyse : la valorisation des capitaux n'est pas un phénomène qui se nourrit de l'air du temps. Tant que la consommation ou l'investissement nécessiteront du travail humain, il faut bien que les capitaux s'adjoignent une force humaine pour croître. Il importe peu, à cet égard, que cette force-là, qu'on dénomme dans notre société « travail », prenne un aspect matériel ou semble plutôt en rapport avec une forêt de symboles. Quels que soient les souhaits des propriétaires de capitaux ou de certains universitaires, le capital ne peut se féconder seul. Parler du facteur « capital », isolément du travail, est un avatar de ce fétichisme qui fait oublier que le capital est le fruit du travail et qu'il ne peut être agrandi que par son intervention. Le capitalisme comme *système* s'est constitué à une époque, le XIXème siècle occidental, et n'est pas d'exemple historique où le principe capitaliste se mue en système sans révolution industrielle. D'où la pertinence historique des enseignements marxiens. C'est dans son intuition du matérialisme historique que le jeune Marx élabore cette idée féconde : la croissance industrielle en régime capitaliste implique un bouleversement permanent des conditions matérielles d'existence et des mentalités collectives. La destruction créatrice est un processus objectif et subjectif, d'isolement des individus et de désolation du monde, mais aussi de création de possibilité d'univers nouveaux. L'aspect révolutionnaire de ce nouveau régime économique, pourvoyeur de richesses sans précédent et créateur de la première mondialisation du monde, est à l'origine de ces passages apologétiques du *Manifeste du Parti Communiste*[12]. L'anticapitalisme marxien doit être compris dans la perspective d'un *post-capitalisme,* car le seul capitalisme a créé les conditions d'un *monde commun* à la place des fermetures relatives des anciennes sociétés. La libération des individus des entraves héritées et l'émergence de modes rationnels et transparents de coopération ne peuvent, de ce point de vue, se comprendre qu'après le capitalisme.

Mais, l'erreur de Marx est, sans doute, d'avoir négligé la possibilité de compromis efficaces permettant aux structures capitalistes et à des institutions de nature anticapitaliste d'acquérir quelque compatibilité[13]. D'ailleurs, l'émergence d'un *Etat social* en régime capitaliste

---

[12] K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, préface par Umberto Eco, Paros, 10/18, 1998, p. 22-23 : « *La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire* […] *Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste* […] *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* […] *tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier* ».

[13] Il faut toutefois préciser que la prophétie marxienne n'est pas la seule à avoir été contredite sur ce plan : il en va de même des premières croyances libérales.

s'accorde mal avec le marxisme originel selon lequel l'Etat de la société capitaliste est nécessairement un Etat de classe. La conjuration des excès de l'exploitation, typique du capitalisme libéral, est un fait décisif : ainsi, le système de retraites par répartition et, plus généralement, les systèmes obligatoires de protection sociale, sont des formes remarquables d'anticapitalisme pratique rendant le capitalisme supportable et favorisant paradoxalement sa pérennité. Il n'est pas sûr, toutefois, que la mise en concurrence généralisée des systèmes productifs et sociaux permette la survie de ces institutions anticapitalistes.

Se pourrait-il, toutefois, que le processus global de socialisation du capitalisme, au-delà de ses formes étatiques, donne raison à ceux qui estiment que le capital et le travail ne sont pas fondamentalement antagoniques ? L'actionnariat-salarié et les fonds de pension *etc.*, dont on fait grand cas depuis deux décennies, a converti d'anciens marxistes à des formes de libéralisme. Pourtant, aucune conclusion n'est définitive. On peut soutenir que ces institutions ne sont que des moyens d'attacher les êtres-au-travail au grand festin du Capital par de petits titres de propriété. Ceci ne change rien à la détermination principale du Capital comme principe de *séparation*. D'ailleurs, légitimé par le souci de protéger les petites épargnes, le Capital peut même charger ses cadres de gouverner encore plus directement la vie des travailleurs-épargnants, afin de rentabiliser mieux encore les capitaux investis, les dépossédant encore plus de leur vie au travail. La liberté du travailleur reste aussi formelle qu'au XIX^{ème} siècle : ce n'est plus la peur de la faim mais celle de la précarité et d'une vieillesse indigne qui perpétue aliénation et exploitation, pour le plus grand profit du cycle du capital. D'ailleurs, un secret du capitalisme - « la bonne gouvernance » - est d'attacher les cadres à la propriété du capital, de façon à réaliser une unité d'intérêt entre propriétaires et dirigeants de tous ordres. Les crises boursières ont enfin rappelé aux salariés la fragilité des promesses du Capital. Plus encore, en tant qu'épargnant, il paie le prix de la volatilité qui est la conséquence de la dictature de la liquidité ; en tant que contribuable, il paie l'impôt destiné à juguler les déficits de l'interventionnisme étatique soutenant la valeur actionnariale. Donc, quels que soient les progrès de la socialisation même du capitalisme, la détermination principale du Capital comme principe de séparation demeure.

Un autre pan de la critique marxienne, celui de la critique de l'aliénation, a été redécouvert au XXème siècle. En effet, à côté de la problématique des classes et de l'exploitation, que nous venons d'évoquer, se pose cette autre question de l'*aliénation*, que nous tenterons de caractériser par l'étrangeté dans laquelle vit l'homme dans la société capitaliste. A n'en pas douter, ce sentiment de dépossession, que n'ont pas cessé de vivre des masses croissantes d'individus durant le siècle dernier, a été combattu par des compensations visant à légitimer la société capitaliste. Les tendances égalitaires et les institutions de protection sociale, qui se sont développées alors, ont stabilisé des sociétés européennes qui avaient été durement brutalisées durant la première moitié du XXème siècle. Le spectre de la révolution était conjuré pour longtemps, les prolétaires ayant désormais beaucoup à perdre. Le capitalisme, qui s'est marié avec l'exigence démocratique en Occident dans les années 1950-1970, a cohabité avec des institutions qui sécurisaient de plus en plus l'existence et tendaient à ancrer fortement la logique capitaliste. D'autres contestations naquirent dans ce monde selon le Capital qui, à défaut de susciter la violence, secrétait un ennui croissant. Rétrospectivement, il est possible de penser que cette situation sociale inédite, combinée à de faible taux de chômage, ait nourri une sorte d'*esprit de l'anticapitalisme*, fort peu compatible avec la dynamique capitaliste. L'absentéisme croissait, tout comme les jours de grève ; la critique du bien-fondé des valeurs et de la hiérarchie capitaliste progressait dans la société.

À cet égard, l'hypothèse selon laquelle l'*hybris* du Capital tend à produire, finalement, un affaiblissement du désir aliéné, une volonté de sortie du couple « consommativité-productivité », doit être retenue. Dans les années 1970, germe ainsi un désir d'autonomie, visant à la mesure, à l'établissement, libéré du cycle aliénant du Capital, de liens avec autrui. Toutefois, cette nouvelle mentalité, qui apparaît à ce jour comme celle d'une avant-garde, est restée minoritaire. Cet épisode économico-culturel des Trente Glorieuses illustre donc l'ambivalence du Capital : créateur de désirs, parce que produisant sans cesse des biens et services qui sont autant de raisons de *comparaisons envieuses*[14]et d'efforts économiques visant à acquérir ces objets de désirs aliénés, mais également, producteur d'ennui, car l'être s'épuise dans cette quête de Sisyphe. La logique de sécession engendrée par cette ambivalence du Capital est combattue néanmoins par le nouveau management, qui a essayé d'enchanter ce monde désolé de la production (Le Goff, 1992). Toutefois, les chimères des nouveaux chamans du Capital ne peuvent durablement insuffler de la magie dans des groupes humains soumis à la logique de la précarité croissante, typique des années 1980-2000, et l'interchangeabilité de ses membres, ces *hommes sans qualité.* L'agonie du désir en régime capitaliste ne peut être combattue que par des moyens radicaux, comme la peur du chômage et la précarisation. Comme le travail salarié, source de la valeur que capte le capital, se dérobait à exercer sa fonction au profit des propriétaires, il faut en revenir à l'essence du capitalisme pour le sauver : l'heure n'est plus au compromis des années 1930-1980. À la fin des années 1970, l'on sonne le retour à l'ordre. Il semble, de ce point de vue, qu'il n'y avait pas plusieurs capitalismes viables à un tel moment historique, mais un seul : un capitalisme ranimé par la finance de marché. Mis à part la tonalité polémique de l'analyse marxiste et en laissant de côté les équivoques auxquelles elle peut conduire, il nous semble que l'analyse qu'elle propose du capitalisme, tel que celui-ci s'est constitué au XIXème siècle, reste intéressante. La mondialisation, que nous connaissons depuis quelques décennies, a rendu plus évidente l'institutionnalisation de la captation des flux de richesse qui est propre au capitalisme, ce que met en évidence l'emprise de la finance, tout en confirmant le rôle décisif de l'exploitation de la force de travail, prouvée par une accumulation inédite du prolétariat industriel à l'échelle mondiale. Mais, la détermination du capitalisme par les classes et l'exploitation est insuffisante à elle seule pour caractériser le capitalisme comme système : il manque deux autres éléments que déclinent d'autres penseurs de référence, Weber et Polanyi, qui ont privilégié les déterminations par la rationalité et le marché.

LE MONDE OCCIDENTAL COMME CAPITALISME RATIONNEL : UNE HISTOIRE AMBIGUE[15]

L' « Etat politique », l'entrepreneur et la puissance du Capital

Selon Marx, la dynamique du Capital se nourrit de l'exploitation de classe. Weber, dont l'œuvre va retenir notre attention, ne nie pas ce fait, lui qui oppose, comme Marx, la liberté formelle à la liberté réelle[16]. Mais, il s'agit de rendre compte des formes de la rationalisation qui

[14] T. Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, 1899 pour la première édition, précédé d'« Avez-vous lu Veblen » par R. Aron, Paris, Gallimard, 1978, p. 27 et p. 74.

[15] P. Dockès et B. Rosier (1988) écrivent justement : *« l'histoire nous dit quelque chose sur notre avenir, mais elle le dit de façon énigmatique* » souligné par les auteurs).

[16] Cette tonalité marxienne est bien présente dans M. Weber, *Histoire économique,* Paris, Gallimard, 1991, p. 298 : « *Le calcul rationnel du capital n'est réalisable que sur la base du travail libre* (…) *du fait de travailleurs qui s'offrent de leur plein gré, du moins* - formellement *car ils le font en fait contraint par la* faim » (souligné par nous).

ont *aussi* fait la fortune de l'Occident. Le capitalisme ne peut être réduit à la sentence marxienne : « *Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes* »[17]. Ainsi, la montée de la figure de l'entrepreneur, véritable professionnel de la rationalisation des moyens, est une donnée historique récente, fruit d'une longue élaboration sociale. Beaucoup de sociétés ont connu la figure de l'entrepreneur, mais bien peu lui ont donné les garanties d'une poursuite rationnelle de ses fins sur la durée, bien peu ont institutionnalisé ce type de conduite en les mettant à l'abri de toutes sortes d'arbitraire sociaux. Dans les sociétés prémodernes, l'indistinction de l'économie et du politique est un trait courant de la vie sociale, et il a fallu des révolutions sociales, comme celle qu'inaugure l'Angleterre au XVIIème siècle, pour que s'émancipe l'économie des autres liens sociaux et que se crée le modèle de l'individu libre sur un marché. Sur la destruction des vieux dispositifs politico-économiques de l'Etat archaïque et des pouvoirs féodaux, se constitue l'*Etat politique* de l'ère libérale classique et la figure de l'entrepreneur. C'est seulement, durant le XVIIème siècle occidental, que la construction des règles de droits, fondatrices de l'autonomie de l'économie, est repérable.

À la suite à de convulsions sociales, de la naissance d'une ère des révolutions, un Etat nouveau naît, qui commence à incarner des règles générales, abstraites, mises en œuvre par une bureaucratie agissant rationnellement. Il s'agit certes de faire valoir les droits de l'Etat, mais aussi ceux de la société, selon une conception plus générale de l'*Etat de droit* qui n'a cessé, jusqu'à ce jour, d'être un principe fondateur de la modernité politique. Parce qu'il s'est émancipé essentiellement de la transcendance, l'Etat est désormais conçu comme une machine devant faire respecter les droits des hommes et des citoyens. Ne tenant plus de Dieu, le pouvoir politique a pour fonction de rationaliser ce qui est le fruit d'une société désormais autoconstituée, la *société civile* (Gautier, 1992). C'est ainsi que se distinguent, peu à peu, l'économie de la politique, la propriété de la souveraineté[18]. Ce fait résulte de la séparation progressive des pouvoirs et l'autonomisation du droit. Ce processus politique est si singulier, si contingent, qu'on ne devrait pas s'étonner de sa difficile universalisation. Finalement, pour que le capitalisme connaisse des moteurs *endogènes* de croissance, il est nécessaire qu'il prenne la forme d'un *capitalisme rationnel* impliquant un *Etat bureaucratique-rationnel,* pour reprendre ici une expression typique de Weber.

La conception d'un capitalisme rationnel et de la singularité de l'ère des révolutions peut paraître eurocentrique et, par conséquent, critiquable. Mais, aucun fait décisif n'atteste sérieusement, semble-t-il, du contraire (Malia, 2009, p. 11 ; 22-23). Les croissances spectaculaires de l'Asie, que l'on connaît depuis une génération, sont dues à l'exploitation d'un marché mondial, créé par le capitalisme rationnel, et à la mise en place d'un système de révolution permanente des techniques, toutes choses qui n'ont pas été créées par une dynamique *autonome* des capitalismes locaux. D'ailleurs, ceux-ci, trop faibles, liés à des Etats arriérés, n'avaient pas surmonté le choc de leur rencontre avec l'Occident, au XIXème siècle, et durent se métamorphoser aussi brutalement que rapidement, ou disparaître, comme ce fut le cas, respectivement, pour le Japon et pour la Chine.

---

[17] K. Marx, *Le Capital,* chap. XXIV, III, p. 423. Ceci est la proclamation par « *l'économie politique bourgeoise* » de la « *mission historique de la période bourgeoise* ».

[18] J. R. Commons, *Institutional Economics – its place on Political Economy,* 1934, with a new introduction by M. Rutherford, 1989, Transaction Publishers, New Brunswick (USA), p. 685, qui fait remonter à 1689, année de la *Glorieuse Révolution* anglaise, l'émergence d'une telle distinction. Avec la naissance de la « *souveraineté législative* », qui succède à la « *souveraineté exécutive* », il s'établit une distinction entre « *sanctions économiques* » et « *sanctions physiques* » (p. 684), la souveraineté, selon Commons, étant l'extraction de la violence privée au seul profit de l'Etat, qui devient le monopoleur de la violence.

Il ne s'agit donc pas ici de faire une apologie ethnocentrique célébrant les victoires de la forme rationnelle du capitalisme moderne. Quelles que soient les intentions des gouvernants et les souhaits des peuples, le jeu des possibles s'est resserré après l'invention capitaliste du monde qui fut l'œuvre du XIXème siècle. C'est dans ce contexte, dans cette lutte avec les premiers-nés de ce monde selon le Capital, que tentent d'exister des nations souvent fragiles, le capitalisme épousant les génies et les failles respectives des génies nationaux. Les particularités des capitalismes japonais puis coréen, malais *etc.* furent respectées par le tuteur américain, car la lente maturation de leurs capitalismes fut jugée plus efficace que l'adoption immédiate des dogmes du libre-échange et la logique financière. Cette réussite économique était d'ailleurs une donnée essentielle de la politique anticommuniste. Les économistes professionnels admettent maintenant[19] que l'efficience supposée de la liberté des échanges dépend du niveau de développement, ce que les praticiens de l'économie internationale savaient depuis longtemps. Ainsi, un pays non encore développé perd beaucoup aux gains supposés de la « libération » de flux indiscriminés de capitaux.

Le choix en faveur du capitalisme a souvent été, ainsi, contraint : comment, en l'absence d'alternative crédible, ne pas préférer le meilleur multiplicateur des richesses, si les nations veulent survivre et les individus échapper à la pénurie ? Et, une fois établie la société capitaliste, n'est-il pas plus rassurant d'établir un rapport avec les choses que de construire des échanges sociaux, qui nous exposent à l'abîme que peut être autrui ? Quand bien même le désir des choses ne serait qu'un avatar du désir de l'autre ou de l'impossibilité d'attirer à soi ce désir, la multiplication des désirs, réglée par la machine sociale du Capital, constitue un ressort puissant d'expansion. Bien sûr, ce ressort est ambivalent, comme en témoigne, la montée de l'esprit de l'anticapitalisme des années 1960-1970, ainsi que nous l'avons souligné plus haut.

La chose assurée que nous puissions soutenir est que, pour certains pays, l'individualisation des conduites et la possibilité de refaçonner son héritage culturel, même si cela doit se faire via le prisme de la marchandisation, demeure un puissant facteur de légitimation du capitalisme. En réalité, le capitalisme, singulièrement sous ses formes les plus rationalisées, a une aptitude étonnante à *contenir*, au double sens du terme, la violence inhérente aux interactions sociales (Aglietta, Orléan, 1982, p. 28 ; 34). Le capitalisme apporte ainsi une réponse convaincante à cette question anthropologique de la violence. Toutefois, cette compatibilité de l'organisation capitaliste du monde avec la logique du désir humain n'épuise pas la question. Car, le capitalisme, tout rationnel qu'il soit, n'est pas la seule solution à cette question anthropologique : son mariage réussi avec nombre de pulsions humaines n'en fait pas la source d'une société cohérente, comme nous allons le voir.

Economie politique de l'ère liquide

Nous avons rappelé plus haut la perspective marxiste selon laquelle des contradictions travaillent la société capitaliste en raison des conflits de classe et de l'aliénation. À cet égard, le projet de réanimer le capitalisme, affaibli durant les années 1970 et caractérisé par un *profit squeeze*[20], grâce à la finance de marché et la circulation mondiale des capitaux, s'inscrit

[19] J. Stiglitz, *La grande désillusion,* Paris, Fayard, 2002, qui estime que les programmes du FMI ne tiennent pas compte du fait que, dans certains pays, « *les marchés font défaut et quand ils existent, ils fonctionnent la plupart du temps imparfaitement* », s'agissant, précise-t-il, des « *pays en développement* ».

[20] Le début des années 1970 s'est caractérisé par un étranglement des profits, les gains de productivité ne parvenant plus à absorber la hausse des salaires.

parfaitement dans une rationalisation de l'exploitation de la force de travail. On ne souligne pas, toutefois, que ce projet dit « néolibéral » exprime aussi une modalité de l'esprit moderne : la liberté de l'individu est traduite économiquement dans une liberté de consommation ou d'entreprise, selon des choix qui peuvent désormais s'exercer sur un marché aux dimensions du monde. L'idée de fixer des barrières à la mobilité, de restreindre la liberté de marché, est combattue comme un archaïsme négateur de la souveraineté du désir individuel. On ne peut sous-estimer cette dimension culturelle car, de la même façon qu'au Moyen-âge la théologie faisait partie des fondements de la société juste, la société capitaliste repose sur la capacité qu'elle a d'exprimer un projet de la modernité : l'émancipation individuelle.

Que cette traduction économique du mouvement général de l'Occident, depuis la Renaissance *via* les Lumières soit considérée comme un appauvrissement ne change rien, sauf si les individus estiment que la liberté ainsi comprise mutile leur existence. La société capitaliste, avec ses marchés fluctuants, son culte de la nouveauté pour elle-même et son goût du transitoire, annonce donc, pour reprendre une expression de Zygmunt Bauman, une *ère liquide*, celle de l'empire des contrats, à l'opposé de l'*ère solide*, celle de la société de statut. La liquidité est donc un fait anthropologique avant d'être un trait économique. Les réflexions sociologiques du XIXième siècle ont précédé la pensée d'un Keynes sur l'errance de la finance et sur ce qu'il appelait, « *fétichisme de la liquidité* » (Keynes, 1936, [1982, p. 167]).

L'idéal général de liberté de marché implique que le capital soit parfaitement *mobile*, pouvant même prétendre être *liquide*, à l'image de la monnaie, échangeable à tout moment au coût le moins élevé possible. Mais, comme Keynes le soutient, ce désir d'un capital financier sous la forme la plus liquide, heurte nécessairement la réalité tout immobile, matérielle, singulière des biens-capitaux[21]. Tout se passe comme si la liquidité était une *illusion nécessaire* du Capital. Toutefois, cette illusion sociale, propre au capitalisme rationnel, a un intérêt économique certain, parce que, sans la confiance en le fait de pouvoir reprendre son investissement effectué sans coût démesuré, un capitaliste aurait quelque réticence à s'engager (Keynes, 1936, [1982, p. 172]). Développant la problématique de Keynes, André Orléan précise que la prédominance de la finance sur l'industrie est un artefact politique, résultant du processus de déréglementation-reréglementation des marchés financiers visant à assurer une liquidité toujours plus grande des actifs : « *La liquidité* […] *est une institution particulière à certaines sociétés humaines, qui sera plus ou moins étendue selon les formes que prend le capitalisme* » (1999, p. 45). L'*ère liquide* est la conséquence de l'emprise croissante des possesseurs de capitaux. Ce puissant ressort, qu'est le désir de liquidité, est un ingrédient critique du capitalisme contemporain : il est une origine de la quête forcenée des gains de productivité permettant de payer le coût qu'exigent les capitalistes pour immobiliser leurs capitaux, même si ce moteur est freiné par le fait que, hors le cas des grands groupes, l'absorption croissante de la « *vigilance entrepreneuriale* »[22] dans les impératifs spéculatifs se fait au détriment de la rationalisation productive et de la connaissance des marchés.

Certes, on remarquera immédiatement que le produit de cette quête échoit immanquablement à ceux qui contrôlent le capital. Nul hasard, par conséquent, à ce que la levée

---

[21] *Ibid.* : « *De toutes les maximes de la finance orthodoxe, il n'en est aucune à coup sûr de plus antisociale que le fétichisme de la liquidité, cette doctrine selon laquelle ce serait une vertu positive pour les institutions de placement de concentrer leurs ressources sur un portefeuille de valeurs « liquides ». Une telle doctrine néglige le fait que pour la communauté dans son ensemble, il n'y a rien qui corresponde à la liquidité du placement* ».

[22] Nous reprenons ici une expression kirznérienne pour la détourner : *cf*. I. M Kirzner, *Competition and Entrepreneurship*, University of Chicago Press, Chicago, 1973.

des entraves à la circulation des capitaux, il y a quelques décennies, soit à l'origine d'une pression à la hausse de la productivité et accompagne une répartition toujours plus inégalitaire des revenus en faveur de la propriété. Que cette inégalité prenne parfois une forme salariale ne doit pas tromper : on ne peut fétichiser les catégories de la comptabilité nationale ! En effet, une tendance du capitalisme contemporain est d'accorder, sous l'apparence du salaire, des revenus qui, jadis, rémunéraient le contrôle de la propriété. Mais, surtout, la réalisation du *désir de liquidité*[23], de protéger la valeur monétaire du capital contre les chocs affectant l'économie, que ce soit au niveau micro ou macroéconomique, pose bien des problèmes.

L'institution de la liquidité, rappelons-le, implique une tension continuelle entre les nécessités propres à une organisation de la société, qui reflètent ses conditions économiques et culturelles, et les réalités des rapports que les hommes entretiennent avec la nature. D'ailleurs, si tous veulent exercer le droit à la liquidité, que leur offre formellement le capitalisme de marchés financiers, il s'ensuit un assèchement qui rend *illiquides* les titres et rend donc immobile le capital dont la valeur de marché peut être nulle. Le capitalisme rationnel, au sens d'une machine à rationaliser les moyens, révèle donc une *irrationalité systémique* profonde, qui ne peut être surmontée qu'au prix de l'entrée d'un acteur souvent décrié, l'Etat. On le somme alors celui-ci d'acheter des titres dont personne ne veut, quitte à gonfler une dette dépourvue de contrepartie en termes d'infrastructures matérielles ou de dépenses visant le bien-être social.

Le désir de rendre liquide les biens de production est un indice du caractère *utopique* de la société capitaliste ; on doit à Karl Polanyi d'avoir proposé une analyse de la « société de marché », cet idéal performatif de l'utopie du capitalisme rationnel. Plus que négatrices de l'héritage marxien, les thèses de Polanyi le complètent, brouillant certes la différence reçue entre l'aspect « idéal » et « matériel » des comportements humains. Mais, il n'est pas sûr qu'il soit antimatérialiste de prendre en compte le fait que l'homme produit une façon de vivre autant qu'il produit pour vivre. En ce sens, Polanyi complète Marx. Selon Polanyi, la volonté de créer, au XIXe siècle, un système de marchés autorégulateurs exprime une mutation de l'ordre culturel occidental qui, désormais, prétend réduire la terre, le travail et la monnaie à autant de marchandises. Cette idée est largement utopique car, aux premiers mouvements de construction de ces marchés, répondent des « contre-mouvements » de « protection sociale ». Un « double mouvement » caractérise ainsi la *société de marché*[24], celle du capitalisme rationnel. Le fascisme ou le *New Deal* apparaissent alors comme l'aboutissement catastrophique ou heureux de cette dialectique qui travaille la société de marché. En ce sens, le capitalisme rationnel wébérien a profondément partie liée à la production d'une *société irrationnelle*, dans le sens où la continuation du capitalisme au prix du fascisme témoigne d'une « irrationalisation » profonde de la vie sociale[25]. La spécificité de Polanyi par rapport à Marx est l'examen des processus par lequel la « société de marché » est autant une idée qu'une réalité. Autrement dit, les mots participent de la construction des choses. Pas d'économie de marché cohérente sans société de marché constituée, affirme Polanyi, c'est-à-dire sans les institutions et l'idéologie qui est partie intégrante de ce monde social particulier. La *construction sociale des marchés* n'a de « spontanés » que l'illusion qu'on développe d'eux et de « régulateurs » que l'ambition qu'on leur prête.

---

[23] Dans le capitaliste, la liquidité est donc un attribut de la *transparence* : c'est bien cette qualité qui caractérise la monnaie parmi mes formes de la richesse. Certes, l'inflation trouble cette transparence que rend possible l'économie monétaire, c'est pourquoi elle est le mal absolu du capitalisme rationnel.

[24] K. Polanyi « La mentalité de marché est obsolète ! », p. 505-528, dans M. Cangiani et J. Maucourant (2008).

[25] K. Polanyi, « L'essence du fascisme », p. 369-395, dans M. Cangiani et J. Maucourant (2008).

Certes, les néolibéraux prétendent que la crise actuelle n'est pas l'expression de la rationalité propre au capitalisme mais de sa politisation : le capitalisme que nous qualifions de « rationnel » serait, pour eux, en réalité, politique, car asservi à l'obsession du plein emploi. Bien sûr, un tel point de vue sous-estime gravement la différenciation bien réelle des ordres de la vie sociale, typique du capitalisme occidental, et rend impossible de rendre compte de la pluralité du monde capitaliste, sur quoi nous allons insister sous peu. Mais, s'agissant de la crise actuelle, un constat s'impose : on ne peut condamner, comme les libéraux le faisaient dans les années 1930, le laxisme monétaire où parfois l'émergence de pratiques financières peu orthodoxes du point de vue de la morale victorienne, comme si ces pratiques ne s'inscrivaient pas dans une nécessité qui s'imposait à l'élite : conserver un taux de croissance suffisant qui est la possibilité d'un type de mondialisation inégalitaire. Polanyi, lecteur de John Kenneth Galbraith, nous avait déjà enseigné que la croissance est l'impératif absolu d'une société par trop clivée[26]. Les néolibéraux aimeraient donc que se soit poursuivie la société de marché sans que le monde ne paye le coût de sa perpétuation. La classe dirigeante soviétique a eu, quant à elle, plus de réalisme, en ayant bien compris que tout doit changer pour que tout continue… Si les Etats-Unis avaient tranché en faveur d'une protection sociale digne de leur puissance, cette folie du crédit n'eût pas été nécessaire.

Le marché ne fonctionne pas dans un vide social et culturel, sans des institutions qui sont des legs de l'histoire et expriment de rapports de force. Mais, ces institutions ne vivent pas de l'air du temps : telle est notamment le cas de la finance de marché, qui a rendu possible un type de croissance que l'inégalité de nos temps exige structurellement. Les discours orthodoxes fustigeant les nouvelles pratiques financières occultent que celles-ci sont une composante décisive de cette mondialisation dont ils se font les chantres. Sans disséminer ses dettes dans le monde, sans rendre liquide ses créances, le capitalisme bancaire américain n'aurait pas pu développer son activité de prêt avec l'énergie qu'on sait. Sans ce marché financier si attractif parce qu'inventif, les Etats-Unis n'auraient pas bénéficié de toute l'épargne du monde, et jamais la croissance mondiale n'eût été suffisante. Dénoncer l'aveuglement de gouverneurs de banque centrale, comme Greenspan ou Bernanke, c'est oublier que ceux-ci, à la différence des économistes en chambre, ont des mandats précis. Ils vivent dans le monde réel, qui exigeait que la dynamique capitaliste, à un moment critique, ne pouvait faire l'économie de monnaie bon marché, de crédits facilités et de garanties étatiques au crédit hypothécaire. Greenspan, par exemple, n'avait pas le mandat d'expérimenter une stagnation économique, voire une dépression, pour s'assurer du bon fonctionnement de la « main invisible » sur le « long terme ». Car, dans le temps de cette expérience, ce sont les fondements de la société de marché qui eussent été ébranlés. Mises disait qu'on ne joue pas au marché ; nous dirions qu'on ne joue pas avec la société.

---

[26] Dans un commentaire de la lecture que Polanyi fait de Galbraith, il apparaît qu'un fort clivage social est inextricablement lié à une certaine production culturelle des besoins, « *cet impensé de la société de marché* » (cf. K. Polanyi, « Propos d'Aristote sur une société d'abondance », *Economie et société*, série « Histoire de la pensée économique », PE, n°36, 6/2005). Ainsi s'explique « *le succès de Galbraith dans le grand public, car celui-ci prend conscience que l'empire croissant de la richesse, l'ère de l'opulence, ne s'accompagne nullement d'un recul de la rareté. Le sentiment de pauvreté ne se réduit pas non plus. La rareté ne renvoie donc pas à l'évidence du monde fini, mais est une production sociale dont il faut souligner la contingence* » (*cf.* J. Maucourant, C. Vivel, « *L'ère de l'opulence* selon Polanyi », *Economie et société*, série « Histoire de la pensée économique », PE, n°36, 6/2005, 2005, p. 1127).

LE RENOUVEAU DU « CAPITALISME POLITIQUE »

La nouvelle fortune de l'Etat patrimonial

L'extraordinaire force du « capitalisme rationnel » ou, ce qui est absolument lié, l'étonnante séduction de la « société de marché », ne doit pas nous faire oublier, comme nous avons essayé de le montrer, les ambivalences, les contradictions voire les antagonismes qui caractérisent ce système économique adossé à cette utopie sociale. Par ailleurs, même si ce modèle socio-économique est généralisable, il convient de ne pas occulter les singularités géographique et historique de son émergence. C'est pourquoi le *passage à l'Est* du système capitaliste est une question très complexe, en raison des évidentes difficultés tenant à toute transposition d'un modèle singulier, qui plus est dans un milieu hostile du point de vue de l'économie internationale et des relations internationales. L'histoire économique nous apprend déjà que, s'agissant de la simple *extension à l'Ouest* du capitalisme moderne, l'industrialisation des Etats-Unis ne se fit pas au XIXème siècle sous la bannière du libre-échange, défendue pourtant avec fougue par les intellectuels de la puissance dominante d'alors, les économistes de l'Ecole de Manchester. De même, il convient de se souvenir que le concept de « *souveraineté universelle* »[27], propre à un monde germanique qui ne s'était pas émancipé de l'âge théologico-politique, fut un facteur de bellicisme. Ne faut-il pas, d'ailleurs reconnaître que la pleine réconciliation de l'Allemagne avec la démocratie politique n'a été acquise qu'avec une défaite militaire, qui a mis fin au conflit mondial le plus sanglant que l'humanité ait connu ? On le voit aisément : la forme de l'Etat permettant l'émergence d'une société de marché, qui combine démocratie et capitalisme, n'est pas une donnée très courante dans l'histoire.

Nous formulons l'hypothèse que le travail, fait par Weber pour comprendre le passage entre le *capitalisme antique* et le *capitalisme moderne*, peut nous aider à comprendre la diversité des formes actuelles du capitalisme. Il s'agit, pour reprendre notre terminologie, de comprendre la différence entre un *principe capitaliste*, qui a une longue histoire, et un *système capitaliste*, qui naît à la fin des Temps Modernes. Weber écrit ainsi que le « *capitalisme moderne créa les conditions de sa propre croissance* » (1998, p. 380), alors que « *le « capitalisme » industriel antique est un capitalisme de rentes* » (1998, p. 381) et que, « *dans l'Antiquité, le capitalisme y vivait en fin de compte du seul politique* » (1998, p. 383). Il prend l'exemple de la fondation des cités, des conquêtes *etc*., qui sont des moteurs essentiels du capitalisme d'alors. Que l'affermage des impôts, à cet égard, soit un exemple fort répandu dans l'Antiquité d'une activité capitaliste n'impressionne pas Weber qui y voit, avec justesse, la marque d'un « *capitalisme non rationnel* »[28]. C'est le rôle éminent du politique dans certaines formes « *non rationnelles* » du capitalisme, qui permet de parler d'un *capitalisme politique*, état des choses où le politique ne s'est pas formellement autonomisé de l'économie, où la souveraineté ne s'est pas principalement dégagée de la propriété. Loin de se limiter à la forme dominante du capitalisme antique, nous pensons que cet idéal-type recouvre les formes les plus contemporaines du capitalisme, comme nous nous proposons de le montrer.

---

[27] *Cf.* L. Dumont, L'*idéologie allemande - France-Allemagne et retour*, Paris, Gallimard, 1991, p. 39 *sq.* sur la « souveraineté universelle » comme idéologie étatique de l'Allemagne wilhelmienne.

[28] « *L'orientation d'un* capitalisme *rationnel, en revanche tend vers les possibilités ouvertes par le marché* (…) *: plus un tel capitalisme est rationnel et plus il ouvre des possibilités tant dans l'écoulement que dans l'approvisionnement* » (Weber, 1998, p. 353).

Trop souvent, en effet, l'on réduit les formes sociales du capitalisme à celui du *capitalisme rationnel*, focalisant, par exemple, l'analyse sur la propriété privée et la libre concurrence. De ce point de vue dominant, qui a quelque fondement, un capitalisme reposant sur des formes d'appropriation publique ou collective ne correspond pas à une structure pérenne du capitalisme, cependant qu'un capitalisme de monopole ne semble pas être en adéquation avec l'esprit même du capitalisme véritable. Certes, l'appropriation privée des moyens de production, tout comme la liberté d'entrée et de sortir de chaque marché, constituent autant de questions cruciales pour la dynamique du capitalisme. Mais, compte-tenu de la définition assez large du capitalisme qui a été donnée plus haut, c'est-à-dire le *capitalisme générique*, il est possible d'admettre que la valorisation de la richesse puisse ne pas passer par l'appropriation individuelle, voire même privée des biens-capitaux, car, ce qui est décisif, c'est la *captation des flux* économiques. Or, il est clair que cette captation peut être réalisée collectivement, c'est-à-dire par une couche de la société. Plus encore, dans les lieux où la mutation vers le capitalisme rationnel ne s'est pas accomplie, où la figure de l'Etat rationnel ne s'est pas achevée, les ressorts classiques de l'*Etat patrimonial* restent souvent *de facto* en vigueur. Dans cet Etat, la distinction entre les sphères « privées » et « publiques » n'est pas acquise et l'on fait des erreurs rétrospectives de jugement lorsqu'on évoque la « corruption » des fonctionnaires. Cet état de fait a été, en Occident comme en Orient, une chose habituelle. De ce point de vue, il n'est pas sûr que nos Etats des « Temps Modernes », tel le royaume de Louis XIV, ait été plus modernes que l'Etat ottoman[29].

Aujourd'hui, des formes typiques du capitalisme politique subsistent ou ont sont réactivées, quand les instances souveraines confient, pour des temps plus ou moins long, des propriétés et des fonctions étatiques à des acteurs, étatiques ou non, pour accomplir les buts que se fixent les sommets de l'Etat. Ainsi, en ce début de XXIème siècle, l'armée chinoise est devenue un propriétaire et actif entrepreneur capitaliste[30] ; en Iran, les fondations religieuses (Coville, 2002, p. 33-34) et les *Pasdaran*, que l'on qualifie en Occident d' « armée idéologique » de la République islamique, sont également des acteurs économiques collectifs, pièces majeures du capitalisme iranien. Tous ces éléments de capitalismes orientaux frappent par leur étrangeté : d'un point de vue occidental, habitué à la distinction entre le politique et l'économique[31], il est étonnant de voir des éléments de l'Etat agir de façon autonome pour réaliser des fins lucratives qui ne font pas *a priori* partie de leurs principes constitutifs, comme la défense de la nation, la religion ou la protection du régime politique. Comme si, dans ce type de société, la solidité de ces institutions de l'Etat tenait à leur ancrage économique *immédiat*. Il faut toutefois en noter la spécificité. Pour reprendre l'un des exemples précédents, le fait de contracter avec les *Pasdarans*

---

[29] R. Descimon et A. Guéry soutiennent même qu'il n'y pas de « *modernité politique des Temps modernes* », ne seraient-ce que parce que la monarchie bourbonienne fut habitée par une " *entreprise de lutte consciente contre la modernité* " et que la contradiction entre la « pleine puissance » royale et les « privilèges » des sujets n'est justement pas ce qui caractérise la modernité politique. *Cf.* R. Descimon et A. Guéry, " Un Etat des temps modernes ", p. 209- p. 513 dans A. Burguière et J. Revel *eds*., *Histoire de France*, volume *La longue durée de l'Etat* dirigé par Jacques Le Goff et édité par R. Descimon, A. Guéry et J. Le Goff, Paris, Seuil, 1989, 2000., p. 211 *sq*.

[30]Henri Eyraud, « L'armée chinoise au cœur du système », *Pouvoirs*, n°81, avril 1997 - p.46-58 (http://www.revue-pouvoirs.fr/L-armee-chinoise-au-coeur-du.html).

[31] « *Dans le système juridique et économique de la République islamique, la distinction entre fortune privée et fortune publique, en ce qui concerne le Guide, n'existe pas* ». La « république islamique » relève bien de l'oxymore : même si la constitution dispose bien que des contrôles peuvent être faits à tous les niveau de l'Etat, selon un *principe républicain*, la vivacité du *principe islamique* en politique s'y oppose : « *Comment entreprendre une enquête sur la probité du Guide sans mettre en doute sa quasi-infaillibilité qui est la justification de son pouvoir absolu* ». *Cf.* A Salamatian et S. Daniel, *La révolte verte – La fin de l'islam politique ?*, Edition Delavilla, Paris, 2010, p. 199 et 202.

peut être très rentable mais, aussi, évidemment, fort risqué : au cas où une entreprise, dirigée par cette armée, fait un défaut de paiement, il convient de se souvenir que les tribunaux ne sont pas nécessairement d'un grand recours …[32]

Il serait donc possible, à ce moment de notre enquête, de préciser les contours du *néocapitalisme politique* : un capitalisme réglé politiquement et structuré par un Etat « néopatrimonial »[33]. En effet, le patrimonialisme, aujourd'hui, peut prendre les apparences de la modernité, tout en gardant de solides logiques d'indistinction entre les sphères privées et publiques. Un économiste spécialiste de l'Iran a écrit ceci : « *Le système économique iranien ne fonctionne pas sur une logique de création de valeur ajoutée. On est véritablement en présence d'une logique de redistribution de la rente pétrolière entre l'Etat et les groupes sociaux qu'il entend favoriser en échange d'un soutien politique* » (Coville, 2002, p. 147). On voit donc que le capitalisme, comme machine sociale dédiée à la valorisation des richesses, peut s'accompagner de formes de propriété non privées et de restrictions, parfois sévères, à la circulation des capitaux. Par ailleurs, l'absence de distinction entre souveraineté et propriété peut engendrer un système où des entités, détentrices de parcelles de souveraineté, sont des acteurs économiques majeurs d'un système essentiellement oligopolistique (Motamed-Nejad, 2009, p. 11). Les comportements collusifs et le partage des richesses imposé par ces acteurs sont intiment liés aux équilibres politiques qui font l'Etat : en Iran, le néocapitalisme politique revêt précisément cette forme. Cette appropriation des richesses et des fonctions publiques à d'autres fins que le bien commun est une conséquence évidente de l'absence de souveraineté populaire. La faible légitimité de l'Etat peut aussi nourrir une confusion entre la sphère privée et la sphère publique, si l'on n'oublie pas que le domaine « privé » renvoie ici autant à des individus qu'à des communautés confessionnelles, ethniques et régionales. Dans ce cadre, l'Etat achète des compromis en donnant des assurances à des groupes, parfois dominés mais dont on cherche le consentement, qu'ils ont leur place dans l'Etat par la distribution de diverses prébendes.

Dans le capitalisme politique décrit par Weber, la croissance économique manque de ressorts endogènes : les chocs socioéconomiques, que sont les guerres ou la découverte d'une rente fructueuse, sont les facteurs assurés de l'expansion économique. À la différence du capitalisme rationnel, le capitalisme politique ne construit pas fondamentalement les conditions de sa propre croissance sur l'exploitation rationalisée de la force de travail et des opportunités du marché. Aujourd'hui, les grands acteurs du capitalisme politique peuvent accaparer les profits que procure la mondialisation. Ainsi, le commerce extérieur, dont l'Etat institue le contrôle par des oligopoles, devient une source de rente pour certains groupes sociaux. Plus encore, le démembrement de la propriété publique, en vertu d'un discours modernisateur, revient à redistribuer la richesse de tous au bénéfice d'un oligopole politico-économique. Mais, qu'il soit ancien ou nouveau, le capitalisme politique manque donc de *fondements légaux*, facteurs de légitimation politique et de force microéconomique. Il ne connaît pas - ou ne connaît que peu - de puissants moteurs internes, car l'arbitraire des pouvoirs interdit la projection systématique vers l'avenir. Celle-ci est, au contraire, ce qui définit le capitalisme rationnel, véritable système de la promesse, fondé sur la sécurisation des anticipations. Nul hasard donc dans le fait que le

---

[32] M. Vahabi (2009 et 2010) a suggéré que le cas iranien, et libanais à certains égards, pouvait illustrer une autre forme d'intégration que n'avait pas vue Polanyi : la « coordination destructive ». *Cf.* M. Vahabi (2009) « Ordres contradictoires et coordination destructive : le malaise iranien », *Revue canadienne d'études du développement* (30), n° 3-4, p. 361-392.

[33] Le cas iranien illustre cette forme de l'Etat contemporain ; R. Motamed-Nehad décline, à ce sujet, le concept de « patrimonalisme », dans une lignée wébérienne. *Cf.* « Métamorphose du capitalisme iranien 1989-2006 », pp. 209-230 dans E. Lafaye de Michaux, E. Mulot, P. Ould-Ahmed, *Institutions et développement*, Rennes, PUR, p. 210 ; 213.

capitalisme rationnel ait inventé la monnaie de crédit, qui a substitué, à la vieille assurance qu'offre la pérennité des métaux précieux, la force d'un système social grâce auquel le temps se monnaie en richesse.

Les cas chinois et libanais

Le capitalisme chinois de la fin du XXe siècle n'invalide pas notre hypothèse. Bien au contraire. Il fut d'abord, réinstitué politiquement, notamment dans des enclaves qui ont ressuscité les *ports de commerce*[34] des économies archaïques, où les pouvoirs politiques de jadis voulaient capter les gains de l'échange tout en se protégeant de ses effets dissolvant. Cette réinstitution fut d'autant plus facile que la Chine a expérimenté de longue date des formes de capitalisme proprement politique : la richesse d'un certain nombre d'acteur tenait à leur proximité avec le pouvoir[35]. Aujourd'huin des entités étatiques et para-étatiques sont devenus des acteurs majeurs d'un néopcapitalisme *politique* , structuré par un *commerce prédateur* (Sapir, 2008, p. 85) qui a plusieurs origines fort liées entre elles : une sous-évaluation de la monnaie, une minoration délibérée et outrancière des règles sociales et écologiques, une part extraordinairement faible de la part consommée du produit économique et, enfin, un niveau d'investissement trop faible pour éponger le surplus d'épargne. D'où la création d'un montant énorme de ressources libres pour l'exportation, drainant les liquidités mondiales et créant des surplus financiers. On a pu prétendre que ceux-ci auraient été une cause déterminante des bas taux d'intérêt que nous avons connus avant 2007, bien plus déterminante que le « laxisme » attribué à la Réserve fédérale américaine depuis l'éclatement de la bulle de la « e-économie » au printemps 2000[36].

Quoi qu'il en soit de la véracité de cet argument, il n'en reste qu'il a existé une cohérence de la macroéconomie internationale : les excédents chinois rendent possible un déficit américain, expression du mode d'accumulation inégalitaire, désindustrialisant et financiarisé, qui a été choisi depuis trois décennies aux Etats-Unis. Si la base industrielle américaine avait pu maintenir sa vigueur, l'Amérique aurait pu produire ce qu'elle consommait et investissait ; mais, la croissance américaine, structurée par un libre-échange porteur de déflation salariale[37] et vecteur d'inégalités croissantes, n'a été rendue possible, au moins depuis une décennie, que par l'extension des capacités d'endettement. La croissance américaine d'avant crise doit donc beaucoup aux « progrès » des techniques de la finance, occultant à court terme la question de la dette, et à une mondialisation qui a permis de compenser, par la baisse du prix relatif d'un

---

[34] K. Polanyi, « Les ports de commerce dans les sociétés anciennes », p. 139-155, dans Cangiani et Maucourant (2008).

[35] F. Gipouloux (2011) note, entre autres, que « *Le déclin des marchands de Huizhou, au début du XIXième siècle, est lié à l'amoindrissement du pouvoir discrétionnaire de l'Etat en matière d'attribution de monopoles commerciaux* ». Le fait de « *Riches marchands, faible accumualtion du capital* » résulterait de ce que « *le capitalisme, en Europe a été un système politico-juridique avant d'être un système économique* ». Dans notre terminologie, ce phénomène exprime une réalité chinoise d'avant 1949 : la non-séparation, en prinicipe, entre souveraineté et propriété.

[36] On peut trouver une discussion critique de ce point de vue : *cf.* l'économiste post-keynésien Thomas I. Palley, (2007), « Humpty Dumpty et les déséquilibres financiers mondiaux », 30 septembre, consulté le 24 janvier 2011, http://www.project-syndicate.org/commentary/palley2/French

[37] Jacques Sapir écrit justement : « *Même Paul Krugman reconnaît aujourd'hui le rôle du libre-échange dans le processus de déflation salariale* ». Voir P. Krugman, « Trade and Inequality, revisited », 15 juin 2007, http://www.voxeu.org/index.php?q=node/261 », consulté le 24 janvier 2011 : « *It's no longer safe to assert that trade's impact on the income distribution in wealthy countries is fairly minor. There's a good case that it is big, and getting bigger. I'm not endorsing protectionism, but free-traders need better answers to the anxieties of globalisation's losers* ». *Cf.* Jacques Sapir, (2008) « Une décade prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation* [En ligne], n°3/4 | 2e semestre, mis en ligne le 30 septembre 2008, Consulté le 24 mai 2009. URL : http://regulation.revues.org/index4032.html

certain nombre de biens importés, une baisse de la demande qui est le résultat inéluctable d'une mauvaise redistribution des gains de productivité. Evidemment, toute cela ne dure qu'un temps … Deux facteurs généralement décriés à ce jour, les excès de finance, origine d'une *illusion nécessaire* au maintien de cette nouvelle forme de capitalisme, et l'autoritarisme chinois, acteur de la mobilisation d'une vaste réserve de force de travail à vil prix, ont donc été des raisons déterminantes d'une croissance des flux internationaux dont le principe n'est, pourtant, que trop rarement contesté.

C'est donc par imitation, adaptation et transposition mesurée que le capitalisme a été réinventé en Chine ; mais, une telle greffe ne pouvait prendre que dans un environnement mondial créé par un capitalisme fondé ailleurs sur d'autres principes. Création du politique, il est naturel que le capitalisme soit encore de nature politique, un peu plus de trente années seulement après 1976. Il fallut attendre la crise du capitalisme occidental pour que surgissent des politiques visant réellement à recentrer la croissance économique chinoise. Avant même cet événement, le pouvoir était certes conscient de l'importance de développer un Etat de droit pour assurer la perpétuation d'une croissance à l'image de ce que l'Occident fit naguère. Avec l'évidente difficulté de concilier cet Etat nouveau avec le monopole politique, que la population considère fréquemment avec intérêt : la désagrégation de la Chine est sans doute plus redoutée, encore aujourd'hui, que le désir du pluralisme. Qui peut s'étonner de ce sentiment collectif après ce que la Chine a connu entre 1912 et 1949[38] ? Comment nombre d'Occidentaux, pourtant contempteurs habituels du maoïsme, et débordant souvent de compassion pour ce que les peuples de Chine ont alors vécu, peuvent-ils oublier les conditions qui ont rendu possible le triomphe de Mao ? C'est bien parce que les Chinois en ont la vive conscience qu'ils acceptent, souvent, un capitalisme finalement peu rationalisé mais qui permet la perpétuation de leur être collectif[39]. *Mutatis mutandis*, il est possible qu'un tel raisonnement puisse être transposé en Iran,

[38] Cette période est celle de la première république chinoise, qui a déçu les attentes de la modernité, pavant la voie au maoïsme.

[39] F. Gipouloux (2010) a insisté sur le fait que, généralement, les Chinois considèrent, de manière très discutable, que l'unité politique est la condition de la grandeur de leur civilisation ; or, il s'agirait là plus d'une croyance que d'une réalité historique, car les périodes d'éclatement politique ont pu coïncider avec vigueur culturelle et prospérité. La période supposée tragique des « seigneur de la guerre » n'infirmerait pas ce jugement car, dans la volonté de consolider leur pouvoir, ceux-ci n'auraient, affirme F. Gipouloux, nullement délaissé, par exemple, les investissements publics. À l'inverse des Chinois, les Européens ont associé unité de civilisation et éclatement politique, ce qui constituerait une raison de la dynamique modernisatrice que la Chine n'a pas connue. F. Gipouloux avance ainsi que la disparition de l'unité qu'assurait le monde romain aurait permis in fine l'essor du monde occidental. L'hypothèse implicite est que le coût de maintien d'une telle structure politique inhibait la croissance, la nature prédatrice du capitalisme politique romain n'étant pas étrangère à un tel blocage. Ce type weberien d'interprétation peut s'articuler avec des considérations de J. Diamond sur cette question : il remarque que la concurrence des Etats européens a été le meilleur moyen d'éviter qu'une décision politique erronée n'affecte un continent entier ou que de bonnes idées ou pratiques, refusées dans un Etat, trouvent asile dans un autre. À la différence de F. Gipouloux, K. Pomeranz ne pense pas que l'état des institutions explique que la Chine ait manqué la révolution industrielle ; la contrainte écologique lui semble la raison décisive. Il rejette d'ailleurs explicitement l'approche « néoinstitutionnelle » telle que la promeut D. North. Et, il est vrai que, si les arguments de Pomeranz peuvent ne pas entraîner immédiatement l'adhésion, les dérives idéologiques récentes de D. North nous semblent jeter une lumière rétrospective sur le sens même de la « new institutional economics » *Cf.* F. Gipouloux, « Le monde chinois en mouvement », Colloque « Les chantiers de l'histoire économique », *Congrès de l'Association française d'histoire économique* (AFHE), Lyon les 20, 21 et 22 octobre 2010 ; J. Diamond, *L'inégalité des sociétés – Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000, p. 620 ; Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence – la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale,* Paris, Albin Michel, 2010 ; D. North, *Le processus du changement économique,* Editions d'organisation, 2005 ; J. Maucourant, « Le néoinstitutionnalisme tardif et l'histoire économique », *Topoi*, à paraître, 2011

où se mélange le désir de voir liquidée la couche sociale, oligopolistique en politique et en économie, avec la crainte d'un effondrement politique, porteur, comme en 1979, d'une terreur à la Khomeiny.

Mais, le capitalisme politique ne manque pas de ruses. Si le capitalisme iranien ou chinois ne peut pas cacher son caractère politique, d'autres capitalismes, comme le capitalisme libanais, peuvent donner l'apparence d'un fonctionnement moderne. Comme le Levant est entré, depuis l'aube des Temps Modernes, de façon croissante dans l'orbe de l'Occident, il existe une fâcheuse tendance à commettre des confusions pour ce qui est de cette région du monde, c'est-à-dire voir la modernité là où elle n'est pas. Remarquons d'abord qu'un système politique peut épouser les apparences d'un autre système politique, assimilé à l'hégémonie culturelle d'une période, pour mieux profiter des dividendes symboliques associés à cette hégémonie[40]. Ceci est un fait courant dans l'histoire. S'agissant du Liban d'aujourd'hui, il convient par exemple de comprendre que les « élections libres », que se vantent d'organiser les gouvernants, ne sont certes pas que pur formalisme, dans une région du monde où le libéralisme politique est singulièrement faible. Mais, de telles élections n'ont pas le sens qu'on leur prête en Europe, dans la mesure où les citoyens votent seulement dans la perspective de mesurer la force relative de leur communauté confessionnelle ; et, quand il arrive que la communauté est scindée politiquement, il s'agit, en général, d'une question relative à la méthode visant à assurer la prépondérance ou la survie de cette communauté au sein de l'ensemble nationale, et non pas d'une délibération visant à exprimer la nature du bien commun. C'est ce modèle que les Etats-Unis ont encouragé en Irak, modèle qui a l'avantage immédiat de faire dépendre l'équilibre politique d'un stabilisant extérieur.

Dès lors que le fondement de l'Etat réside dans ces communautés plus que dans l'allégeance civique, l'Etat, même empreint de libéralisme, doit être qualifié de *néo-patrimonial* : comme nous l'avons évoqué, les techniques cérémonielles, qui font accroire que l'Etat exprime une logique publique, sont de simples éléments d'une fabrique de l'illusion, le plus souvent à usage externe. Dans ce type d'Etat *néo-patrimonial*, l'on tente de gouverner par consensus, pour éviter la guerre civile, qui toujours affleure et qui résulterait de la marginalisation d'une importante communauté confessionnelle. La chose est bien souvent tellement difficile qu'elle implique des transferts de souveraineté aux structures communautaires, pas seulement en créant des droits civils séparés, mais en passant aussi des compromis qui font enfler la dette publique. On comprend que dès lors peut se lover dans ce système un capitalisme qui n'a rien de rationnel mais qui doit tout aux rapports de force politiques. Grâce à la dette publique et au dysfonctionnement d'un Etat inefficace devenu moyen de constitution de clientèles, prospèrent des fortunes qui consolident le régime politique. L'embauche des fonctionnaires obéit à des motifs qui ne doivent rien à la production d'une action publique de qualité mais beaucoup à des exigences quantitatives qui traduisent un état du jeu politique. L'inefficacité de l'Etat fortifie alors un discours aux accents reaganiens que nous connaissons bien ; et pourtant, c'est bien d'un manque d'Etat dont souffre ce type de société. Une fonction publique pléthorique peut cacher l'impuissance de l'Etat, voire même sa désinstitutionalisation[41]. L'analyse économique du

---

[40] L'analyse de la crise monétaire, caractéristique de la dernière période de la dite « Guerre civile », révèle l'emprise d'un petit nombre d'acteurs sur la politique économique, capable de procéder avec rapidité et violence à une destruction des moyens de l'action publique. *Cf.* A. Dagher, *La crise de la monnaie libanaise (1983-1989)*, Edition FMA, Beyrouth, 1989, p. 78 et 88-89.

[41] A. Dagher, « L'administration libanaise après 1990 », Contribution au colloque *Le Modèle de l'Etat développemental et les défis pour le Liban,* 2002, matisse.univ-paris1.fr/ID/dagher.pdf, consulté le 31 janvier 2011, Beyrouth, 15 et 16 février.

capitalisme politique ne peut donc faire l'économie de la forme de l'Etat qui le rend possible, le renforce, voire le pérennise. Cet Etat néopatrimonial, qui a bien les apparences de l'Etat moderne, nous semble favorisé par des évolutions contemporaines. La compétition politique entre factions d'Orient et d'Occident au Liban, permet de consolider un système socioéconomique surprenant : la monnaie libanaise a connu un soutien occidental, que peu de considérations économiques légitiment, si ce n'est un soutien à des factions jugées plus sûres …[42]. Il est évident que les impérialismes, d'aujourd'hui comme ceux d'hier, chérissent ces Etats faibles, quitte à nourrir le désarroi de peuples dépendant d'oligopoles politique et économique[43]. Il est évident, aussi, que ces rêves d'empires ne sont pas l'apanage d'une nation : ils peuvent être mondiaux (cas des Etats-Unis), continentaux (cas chinois) ou régionaux (cas iranien). Comme le cas libanais l'illustre, l'hégémonie américaine n'incitera pas nécessairement à l'émergence d'un capitalisme rationnel, qui peut conduire à bousculer le pouvoir de certaines élites de pays périphériques : le capitalisme politique peut donc se consolider. Il en va différemment des pays issus de l'histoire européenne, comme le Chili ou l'Uruguay : on n'y connaît pas une évolution vers un capitalisme politique mais une expérience qui, mêle pour un temps assez long, dictature politique et liberté de marché.

CONCLUSION

Un large accord autour de la nécessité d'un capitalisme aussi rationnel que mondial s'était forgé depuis la faillite du soviétisme, devenue évidente en 1989. Ces vingt années, qui doivent être reliées à l'apparente réussite des politiques de déréglementation, entreprises depuis la fin des années 1970, et à la diffusion d'un nouveau système technique, avaient affermi l'image d'un capitalisme intrinsèquement porteur des valeurs de la liberté et du cosmopolitisme. En fait, le capitalisme semblait être devenu, à l'aube du XXIème siècle, ce qu'il était foncièrement. Comme semblaient loin, durant les rugissantes années 1990, les carcans réglementaires qui empêchaient la primauté de la finance ! La période 1930-1980 semblait une parenthèse dans l'histoire du capitalisme. Les autres formes de capitalisme, typiques de l'Asie et porteurs des stigmates de formes d'interventionnisme exercés en Occident un demi-siècle plus tôt, semblaient être

[42] Sans doute, ce soutien, en tant que tel, n'a pas été reçu négativement par la majorité de ce peuple, qui a désavoué, par le biais d'une compétition politique relativement juste et ouverte semble-t-il, les factions anti-occidentales. Il est vrai que les atteintes aux libertés et aux droits les plus vitaux, dont sont coutumiers les régimes syriens et iraniens, ennemis de l'oligarchie qui exerce nominalement le pouvoir à Beyrouth, n'ont rien de séduisant au XXIème siècle. Un choix fut ainsi fait entre la corruption oligarchique et la crainte d'une dictature. A n'en pas douter, les élections de cette années 2009, en Iran, ont pu justifier, rétroactivement, le choix d'une partie vraisemblablement majoritaire des Libanais durant le printemps de cette même année 2009, et rappeler que la lutte contre la corruption est bien au chose qu'un discours moralisateur. Le type de souveraineté (théologique ou démocratique) compte : l'expérience iranienne a montré que la souveraineté théologique ne liquide pas la corruption, cependant que celle-ci est un mode habituel de la marche du capitalisme politique qui nourrit la théocratie et ses affidées. Comme Orientaux, les Libanais n'ignoraient, en fait, aucunement que l'appel théologique à la vertu n'a pas de traduction concrète en Iran, bien que le « *gouvernorat du juriste-théologien* » (Y. Richard, *L'Iran – Naissance d'une république islamique*, Paris, Editions de la Martinière, 2006, p. 327) fût depuis longtemps institué. En réalité, le coup de force électoral de 2009 devait être remis dans la perspective d'une façon de « coup d'Etat politico-économique » de 2005, car, après cette l'élection présidentielle iranienne, nombre de postes importants de l'Etat et de concessions avaient été attribués aux *Pasdaran* qui ont considérablement accru leur pouvoir et dans l'Etat et dans l'économie. Que leur titre de « *défenseurs de la nation* » soit effectif, il n'en reste pas moins que le début d'une dictature, qu'ils exercent, *de facto* de plus en plus, est de moins en moins toléré.

[43] Parfois, mais pas nécessairement, en collusion avec des puissances étrangères et prédatrices

condamnées par la crise des années 1997-1998 : l'*opinio communis* ne l'attribuait pas à la finance mondialisée mais aux relations de proximité entre la politique et l'économie. On attribuait d'inestimables vertus à la transparence et au recul des dimensions de l'Etat, en bref au modèle anglo-saxon censé incarner l'essence du capitalisme, et l'on souhaitait que les nations retardataires ou réfractaires au nouvel ordre mondial du bien-être cosmopolite cessassent ces inutiles crispations qui freinaient la venue du meilleur des mondes.

Mais, comme nous l'avons montré, la domination du capitalisme rationnel ne porte nullement par elle-même la nécessité d'une société raisonnable. Travaillée par l'utopie du marché autorégulateur et par les conséquences que produisent, sur la vie humaine[44], l'exploitation de classe, l'aliénation des sujets et la rationalisation des conduites, la société du capitalisme rationnel est confrontée à des contradictions virant parfois à de véritables antagonismes. Le projet de ranimer la dynamique du capitalisme a même engendré un creusement des inégalités, qui a rendu nécessaire le gonflement d'une dette, dont un avantage fut de résoudre, pour un temps, la question des débouchés de la production. En 2008 comme en 1929, les compromis sociaux et mondiaux, qui se sont noués autour de la dette et le système monétaire ont éclaté. Nous vivons une ère de recomposition : le keynésianisme des bons vieux Etats-Nations, tant décriés par les « eurolibéraux » et par l'ultragauche, a sauvé l'Occident d'un désastre.

Les élites ne tiennent évidemment pas à mettre en cause la répartition des revenus que l'histoire récente leur a léguée, cependant qu'elles ne tiennent pas, non plus, à contester sérieusement le rôle du dollar, qui demeure la devise-clé à l'origine de biens des déséquilibres financiers[45]. Car une contestation de l'hégémonie américaine fragiliserait leurs propres systèmes nationaux de domination. Cette question de la *bonne politique* est d'autant plus ouverte que les élites ont déserté la politique traditionnelle : elles ne se sentent plus vraiment concernées par le sort des populations qu'elles dirigent, dans une époque *liquide*, celle du capital aussi mondialisé que mobile (Lasch, 1995, [2007, p. 16]). D'autant que le retour des capitalismes politiques, suscité par la mondialisation elle-même[46], ne facilite pas la direction mondiale des affaires : la place très différente donnée au politique, dans son rapport à l'économie, avive des heurts entre sociétés différentes mais liées par la mondialisation. Ces capitalismes politiques, comme nous l'avons vu, sont très hétérogènes. Que l'on songe seulement à la différence entre le modèle libanais, élément dominé d'une chaîne impériale, et le modèle iranien, au service d'une politique de domination régionale. A n'en pas douter, certains capitalismes politiques connaissent des formes de rationalisation : le cas chinois est intéressant à cet égard.

Mais, que se passera-t-il quand l'élite souveraine de ce pays se sera suffisamment approprié les ressources et le fruit du travail des peuples de Chine ? Va-t-elle œuvrer en faveur d'un capitalisme rationnel doté d'une démocratique politique, c'est-à-dire va-t-elle accepter que sa puissance dans la société ne découle que de sa seule richesse ? Ou va-t-elle établir, à l'instar de certains fascismes européens des années 1930, une soumission du politique à l'ordre économique des grands propriétaires, une *souveraineté du Capital* en quelque sorte ? A ces

---

[44] Sans compter les autres formes de vie ….

[45] Je remercie Guy Bois qui a attiré mon attention sur ce lien entre les élites nationales et le rôle du dollar. A. Henni estime, par ailleurs, que la rupture de 1971 – la fin de toute forme d'étalon-or - est le moment où fut possible une mutation du capitalisme mondial vers un mode rentier associant souveraineté et économie, l'islamisme n'étant qu'un symptôme particulier de ce changement global. *Cf.* A. Henni, (2008) *Le Syndrome islamiste et les mutations du capitalisme*, Paris, Non lieu.

[46] La transition du communisme d'Etat au capitalisme rationnel ne peut se faire rapidement et spontanément, comme l'illustrent les cas chinois et russe, bien sûr, mais aussi bulgare, roumain, albanais *etc.*

possibilités inquiétantes, qui n'ont, heureusement, rien d'assuré, se rajoutent d'autres tendances pareillement problématiques : la contrainte écologique va-t-elle être un prétexte à des formes nouvelles d'autoritarisme, visant à conserver le pouvoir de consommer de certains ? Le déclin du « capitalisme démocratique », orchestré par la Contre-révolution conservatrice des années 1980[47], n'est-il qu'une parenthèse, comme pourrait l'indiquer l'élection d'Obama ? À moins que ses difficultés récentes et son « recentrage » politique de la fin de l'année 2011 n'attestent du contraire …

BIBLIOGRAPHIE

Aglietta M., Orléan A. (1982), *La violence de la monnaie,* Paris, PUF.
Aristote (1987), *La Politique,* traduction par J. Tricot, Paris,Vrin.
Braudel F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.
Cangiani M., Maucourant J. (2008), *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil.
Commons J. R. (1924), *Legal Fondations of Capitalism*, New York.
Commons J. R. (1934), *Institutional Economics – its place on Political Economy*, with a new introduction by M. Rutherford, Transaction Publishers, New Brunswick (USA), 1989.
Coville T. (2002), *L'économie de l'Iran islamique : entre ordre et désordres,* préface par M. Aglietta, Paris, l'Harmattan.
Dagher A. (1989), *La crise de la monnaie libanaise (1983-1989),* Beyrouth, Edition FMA.
Dagher A. (2002), « L'administration libanaise après 1990 », Contribution au colloque sur : « Le Modèle de l'Etat développemental et les défis pour le Liban », Beyrouth, 15 et 16 février, matisse.univ-paris1.fr/ID/dagher.pdf, consulté le 31 janvier 2011.
Descimon R., Guéry A. (1989), " Un Etat des temps modernes ", p. 209- p. 513 dans A. Burguière et J. Revel *eds*., *Histoire de France*, volume *La longue durée de l'Etat* dirigé par Jacques Le Goff et édité par R. Descimon, A. Guéry et J. Le Goff, Paris, Seuil, 2000.
Diamond J. (1997), *L'inégalité des sociétés – Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000.
Dockès P., Rosier B. (1988), *L'histoire ambiguë – croissance et développement en question*, Paris, PUF.
Dumont L. (1991), *L'idéologie allemande - France-Allemagne et retour,* Paris, Gallimard.
Eyraud H. (1997), « L'armée chinoise au cœur du système », p. 46-58, Pouvoirs, n°81, avril.
Gautier C. (1992), *L'invention de la société civile - Mandeville, Smith et Fergusson*, Paris : PUF.
Gipouloux F. (2010), « Le monde chinois en mouvement », Colloque « Les chantiers de l'histoire économique », *Congrès de l'Association française d'histoire économique* (AFHE), Lyon les 20, 21 et 22 octobre.
Gipouloux F. (2011), « De la grande divergence à la grande convergence ? – L'économie chinoise et sa trajectoire au cours des deux mondialisations 1600-2010 », dans JB. Daumas dir., *Les chantiers de l'histoire économique aujourd'hui*, Lille, Presse du Septentrion, à paraître.
Henni A. (2008), *Le syndrome islamiste et les mutations du capitalisme*, Paris, Non lieu.
Keynes J-M (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1982.
Kirzner I.M (1973), *Competition and Entrepreneurship*, University of Chicago Press, Chicago.
Krugman P. (2007), « Trade and Inequality, revisited », 15 juin, http://www.voxeu.org/index.php?q=node/261 », consulté le 24 janvier 2011.

[47] L'expression « *capitalisme démocratique* » est de R. Reich qui, dans un ouvrage par ailleurs stimulant, nie à la politique toute capacité à influer structurellement le capitalisme : les raisons de l'évolution récente de celui-ci seraient à chercher dans la nature des progrès techniques, ce que nous discutons dans J. Maucourant et V. Taquin, « Lecture : sur R. Reich, *Supercapitalisme. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie* », *La Revue du M.A.U.S.S,* n° 31, 1er sem. 2008, 563-575, http://www.revuedumauss.com.fr/Pages/S31.html. À l'inverse, Krugman accorde une place décisive au « *conservatisme de mouvement* » dans les métamorphoses du capitalisme américain*, cf*. P. Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, Paris, Flammarion, 2008.

Krugman P. (2007), *L'Amérique que nous voulons,* traduit par Paul Chemla, Paris, Flammarion, 2008.
Lasch C. (1995), *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, 1995, Avant propos par JC. Michéa, Paris, Champs Flammarion, 2007.
Le Goff J-P. (1992), *Le mythe de l'Entreprise*, Paris, La Découverte, 1995.
Lewin M. (2003), *Le siècle soviétique,* Paris, Fayard - Le Monde Diplomatique.
Malia M. (2009), *Histoire des révolutions,* Paris, Tallandier.
Marx K. (1865), *Le Capital - critique de l'économie politique* -, livre premier, Paris, Editions sociales, 1976.
Marx K., Engels F. (1847), *Manifeste du Parti Communiste*, préface par Umberto Eco, Paros, 10/18, 1998.
Maucourant J. (2011), « Le néoinstitutionnalisme tardif et l'histoire économique », *Topoi*, à paraître.
Maucourant J., Vivel C. (2005), « *L'ère de l'opulence selon Polanyi* », *Economie et société*, série « Histoire de la pensée économique », PE, n°36, 6/2005, p. 1125-1133.
Maucourant J., Taquin V. (2008), « Lecture : sur R. Reich, *Supercapitalisme. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie* », *La Revue du M.A.U.S.S,* n° 31, 1er sem., p. 563-575. http://www.revuedumauss.com.fr/Pages/S31.html
Motamed-Nejad R. (2007), « Métamorphose du capitalisme iranien 1989-2006 », p. 209-230 dans E. Lafaye de Michaux, E. Mulot, et Pépita Ould-Ahmed, *Institutions et développement*, Rennes, PUR.
Motamed-Nejad R. (2009), « Face cachée de la théocratie - L'Iran sous l'emprise de l'argent », *Le Monde diplomatique*, juin.
Neyrat F. (2008), *Biopolitique des catastrophes*, Edition MF.
North D. (2005), *Le processus du changement économique,* préface par Claude Ménard, Editions d'organisation.
Orléan A. (1999), *Le pouvoir de la finance,* Paris, Odile Jacob.
Palley T. I. (2007), « Humpty Dumpty et les déséquilibres financiers mondiaux », *Project Syndicate – a world of ideas*, 30 septembre, consulté le 24 janvier 2011, http://www.project-syndicate.org/commentary/palley2/French
Polanyi K. (1977), *The Livelihood of Man*, New York, Academic Press.
Polanyi K. (2005), « Propos d'Aristote sur une société d'abondance », traduit par Laurence Collaud, Economie et société, série « Histoire de la pensée économique », PE, n°36, 6/2005, p. 1135-1144.
Pomeranz K. (2010), *Une grande divergence – la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale,* Paris, Albin Michel (2000).
Reich R. (2008), *Supercapitalisme. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie*, Paris, Vuibert.
Richard Y., (2006) *L'Iran – Naissance d'une république islamique*, Paris, Editions de la Martinière.
Salamatian A, Daniel S., (2010) *La révolte verte – La fin de l'islam politique ?,* Edition Delavilla, Paris.
Sapir J. (2008), *Le nouveau XXIème siècle – du siècle « américain » au retour des nations,* Paris, Seuil.
Sapir J. (2008), « Une décade prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation* [En ligne], n°3/4 | 2e semestre, mis en ligne le 30 septembre 2008, Consulté le 24 mai 2009. URL : http://regulation.revues.org/index4032.html
Stiglitz J. (2002), *La grande désillusion,* Paris, Fayard.
Veblen T. (1899), *Théorie de la classe de loisir*, précédé d'« Avez-vous lu Veblen » par R. Aron, Paris, Gallimard, 1978.
Vahabi M. (2009), « Ordres contradictoires et coordination destructive : le malaise iranien », *Revue canadienne d'études du développement* (30), n° 3-4, p. 361-392.
Veblen T. (1971), *Les ingénieurs et le capitalisme,* Paris, Gordon & Breach.
Weber M. (1923), *Histoire économique,* Paris, Gallimard, 1991.
Weber M. (1998), *Economie et société dans l'Antiquité,* introduction de Hinnerk Bruhns, Paris, La découverte.